

Brochure n° 3216 | Convention collective nationale

IDCC : **2972** | **PERSONNEL SÉDENTAIRE DES ENTREPRISES  
DE NAVIGATION**

## Avenant n° 4 du 19 mai 2020

relatif aux salaires minima

NOR : ASET2050561M

IDCC : 2972

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**ADF,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFE-CGC ;**

**FEC FO ;**

**SNPS CGT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### Article 1<sup>er</sup> | *Objet de l'avenant*

Le présent avenant à la convention collective du personnel sédentaire des entreprises de navigation a pour objet, dans le cadre de la négociation annuelle sur les salaires, de modifier l'article 5.1 portant sur les rémunérations minimales de branche.

### Article 2 | *Revalorisation de la grille des salaires minima de branche*

Les parties à l'avenant conviennent de revaloriser la grille des salaires minima de branche de 1,1 %. Les rémunérations minimales annuelles brutes sont ainsi augmentées comme suit :

Catégorie	Niveau	Salaire minimum annuel brut
Employé	I A (moins de 6 mois)	18 824,36 €
	I B (plus de 6 mois)	19 448,19 €
	II	20 006,36 €
	III	20 914,75 €
Agent de maîtrise	IV	22 326,58 €
	V	25 172,13 €
	VI	29 549,88 €

Catégorie	Niveau	Salaire minimum annuel brut
Cadre	VII	32 833,21 €
	VIII	41 588,73 €
	IX	50 344,25 €

### Article 3 | *Entrée en vigueur*

Sous réserve de l'exercice par les organisations syndicales de salariés de leur droit d'opposition, le présent avenant est applicable à compter de sa signature.

### Article 4 | *Dispositions diverses*

Compte tenu de son objet, le présent avenant ne comporte pas de disposition particulière pour les entreprises de moins de 50 salariés.

La commission paritaire du personnel sédentaire des entreprises de navigation poursuivra en 2020 l'examen de l'accord de branche du 12 octobre 2016 relatif à l'égalité professionnelle.

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt sur la base nationale des conventions et accords collectifs, consultable sur [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr) (rubrique « Accords collectifs »).

Les parties signataires de l'avenant mandatent le secrétariat de la commission paritaire du personnel sédentaire des entreprises de navigation pour demander l'extension du présent avenant.

*Fait à Paris, le 19 mai 2020.*

(Suivent les signatures.)